

Initiatives ministérielles

Le président suppléant (M. Kilger): Je veux simplement rappeler aux députés que, conformément à l'article 74 du Règlement, le débat entre dans une nouvelle phase où les députés ont le droit de faire une intervention de dix minutes, qui n'est pas suivie d'une période de questions ou d'observations.

M. John Williams (St-Albert, Réf.): Monsieur le Président, nous sommes saisis du projet de loi C-73, Loi portant pouvoir d'emprunt pour l'exercice 1995-1996. Malheureusement, la Chambre des communes a pris l'habitude, chaque année, d'étudier un projet de loi portant pouvoir d'emprunt après le dépôt du budget.

Depuis le début des années 70, nous devons tous les ans débattre un projet de loi portant pouvoir d'emprunt afin que le gouvernement puisse donner suite aux initiatives et aux mesures que le ministre des Finances annonce dans son budget.

À cause de tous ces emprunts contractés au cours des 30 dernières années et plus, notre dette atteint maintenant environ 550 milliards de dollars. Nous savons malheureusement que nous ferons la même chose tous les ans, puisqu'il nous faudra emprunter quelque 30 milliards de dollars l'an prochain, 25 milliards l'année suivante, et ainsi de suite.

Quand cela cessera-t-il? C'est ce que nous voulons savoir. Nous avons posé la question au ministre des Finances, au premier ministre et à tous les membres du gouvernement qui se disaient prêts à nous donner une réponse claire et précise. Quand pouvons-nous nous attendre à avoir un budget équilibré?

• (1310)

«En temps opportun», répondent les libéraux. Cela fait plus de 30 ans que nous attendons. Ils ont créé le problème dans les années 70, les conservateurs l'ont entretenu dans les années 80, et les libéraux vont le perpétuer dans les années 90. Quand cesserons-nous de débattre chaque année d'un pouvoir d'emprunt qui nous fait nous enliser de plus en plus?

Un jour, les créanciers étrangers et les investisseurs internationaux ne s'inquiéteront pas de notre pouvoir d'emprunt. Ils cesseront tout simplement de nous prêter de l'argent. Ce sont eux qui mettront un point final à tout cela. La Chambre aura beau dire que nous pouvons emprunter davantage, les prêteurs internationaux se chargeront de nous couper les vivres. Et qu'arrivera-t-il alors?

Le Parti réformiste essaie de convaincre la Chambre d'équilibrer le budget en trois ans. Si les créanciers étrangers nous disent un jour que nous n'avons plus de pouvoir d'emprunt, nous allons l'équilibrer en trois semaines. Le ministre des Finances et le premier ministre refusent d'équilibrer le budget ou même de nous dire quand cessera ce fiasco annuel des emprunts répétés.

Le ministre des Finances a déposé un budget l'autre jour. Ce devait être le budget le plus sévère à être présenté depuis la Seconde Guerre mondiale. Il allait vraiment sabrer le superflu et s'attaquer sérieusement à la gestion des finances nationales.

Le lendemain, le président du Conseil du Trésor a déposé les prévisions de dépenses et—devinez quoi?—les dépenses sont de nouveau à la hausse. Oui, les dépenses augmentent même si ce budget devait être le plus sévère depuis la Seconde Guerre mondiale. Que l'on cesse de tromper les Canadiens et que l'on règle le problème! C'est tout ce que nous demandons.

Les sondages montrent que, après avoir jeté un coup d'oeil au budget, la moitié des Canadiens a compris que les compressions n'étaient pas assez sévères ni imposées assez rapidement pour réussir à équilibrer le budget. Leur réaction a été la suivante: «Pour l'amour du ciel, quand le gouvernement se décidera-t-il à régler le problème?»

Tout ce que le ministre des Finances a réussi à faire, c'est hausser encore les impôts. Hausser la taxe sur l'essence et toucher ainsi à peu près tous les Canadiens, certes toutes les familles ou presque. Rappelez-vous qu'il n'y a plus d'inflation au Canada! Cela signifie qu'une hausse de la taxe sur l'essence va toucher toutes les familles, car presque toutes les familles possèdent une voiture.

Les familles vont devoir resserrer leur budget parce que le gouvernement leur prendra davantage d'argent. Elles vont devoir se débrouiller avec moins et rajuster leur budget à la baisse pour pouvoir donner davantage à un gouvernement qui ne sait pas se contenter de moins, se débrouiller avec moins ni dépenser moins. Le gouvernement dit qu'il a besoin de plus d'argent et les Canadiens devront lui en donner, que cela leur plaise ou pas. C'est malheureusement ainsi que le pays est administré depuis au moins 30 ans. Le gouvernement pourrait aussi hausser les impôts pour soutirer davantage d'argent aux contribuables. Mais cela ne marche plus.

Nous pourrions aussi nous adresser aux investisseurs internationaux, mais là aussi les voies sont bloquées. Nous nous rapprochons rapidement du jour où nous devons admettre qu'il nous faut vivre selon nos moyens. Nous devons le faire tout de suite ou, en tout cas, le plus tôt possible pour réussir à équilibrer le budget et à ramener la prospérité au pays.

Un autre budget, le Budget des contribuables, a été présenté il y a une dizaine de jours. Le Parti réformiste affirmait qu'il pouvait faire le travail en trois ans. Non seulement cela peut être fait en trois ans, mais cela peut être fait sans hausses d'impôts.

Comparons le Budget des contribuables au budget libéral. Les libéraux dépensent sans compter et laissent moins d'argent aux contribuables. Vous souvenez-vous lorsque j'ai dit que les contribuables se retrouveraient avec moins d'argent dans leurs poches? Il n'y a pas d'inflation au Canada. Les contribuables auront moins d'argent parce que le gouvernement en veut plus. Les libéraux iront chercher 9,9 milliards de dollars de plus dans les poches des contribuables cette année, 1,3 milliard de plus l'an prochain et 1,4 milliard de plus l'année suivante. Ce sont là les chiffres du ministre des Finances.